



RAPPORT DE L'EVALUATION PROTECTION EFFECTUEE DANS LA  
CHEFFERIE DE BWITO  
TERRITOIRE DE RUTSHURU/ NORD-KIVU  
Du 10 au 20 mai 2020



Structures impliquées dans l'évaluation :

Gouvernement Provincial du Nord-Kivu : Commissariat Général en charge des actions humanitaires et la réinsertion communautaire ; CNR  
Organisations membres du cluster protection : DFJ, ADHI, AIDPROFEN, AIDES, Heal Africa, INTERSOS, SCC, Heks-Eper, UNHCR

## RESUME

Période d'évaluation	<b>Du 10 au 20 mai 2020</b>
Localités évaluées :	Nyanzale, Kirima, Kishishe, Tongo, Bambo, Bukombo et Bishusha.
Mouvements de populations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>14.165 ménages</b> déplacés à la suite des opérations de traque contre les FDLR dans le Parc de Virunga.</li> <li>• D'autres ménages nouvellement déplacés à Kanyabayonga et ne faisant pas partie à ce rapport.</li> </ul>
Accessibilité	Toutes les localités évaluées sont accessibles. Mais l'axe Bukombo-Bishusha est contrôlé par les groupes armés, d'où un minimum de respect des consignes sécuritaires.
Sécurité	Operations militaires contre groupes armés en cours dans le Parc ; Présence des éléments de groupes armés entre Mweso-Nyanzale et Bukombo-Bishusha.
Abris	<p>Pour les localités visitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 39 % de PDI's vient en familles d'accueils dans une promiscuité inouïe. 1 ménage accueille en moyenne 3 ménages de PDI's, avec une taille moyenne de 5.4 personnes par ménage ;</li> <li>• 10% de PDI's vivent dans de lieux publics (écoles, églises, etc.) à Kirima et Kishishe</li> <li>• Les restes de ménages se sont construit des huttes dans les espaces accordés par les autorités locales (par exemple à Kyahi, Kanyatsi, Kshalira) ou vivent dans la cité</li> </ul>
VSBG	<p>Le Centre de santé de Reference de Nyanzale enregistre en moyenne 2 cas des viols par jour</p> <p>Les tendances des cas de VSBG sont à la hausse du 05 avril 2020 dans toute la ZS de Kibirizi. La prise en charge médicale n'est disponible qu'à Nyanzale et les survivantes doivent parcourir de longues distances pour y accéder.</p>
Acteur humanitaire présents ou ayant intervenu	La zone évaluée connaît une faible présence humanitaire. PAM y distribue les vivres aux anciennes PDI's ; Heks-Eper basé à Bwalanda avec un projet en cash multisectoriel pour les populations les plus vulnérables et une assistance en Wash, AIDES assiste le PDI's en abris avec le financement du HCR, INTERSOS mène le monitoring de protection avec une faible couverture de la chefferie ; la CNR assure l'administration des sites des PDI's et la mise en place des comités des PDI's en familles d'accueil, UPDCO intervient dans la protection de l'enfant ; CARITAS-Goma, etc.
Besoins urgents / Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conditions de logements et Articles ménagers essentiels</li> <li>• Vivres</li> <li>• Protection, y compris une provision pour le cash pour la protection.</li> <li>• Eau, Hygiène et assainissement.</li> </ul>

## 1. INTRODUCTION

### 1.1. Contexte et objectif de la mission

Depuis le 13 Avril 2020, les Forces Armées de la RDC (FARDC) ont intensifié l'opération militaire contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) dans le Parc national de Virunga, en chefferie de Bwito. Selon des sources locales, ces opérations ont occasionné le mouvement d'environ 6.000 ménages des personnes déplacées internes (PDI) sur les axes Nyanzale-Kirima-Kishishe et d'environ 5.000 autres ménages vers Tongo et Bambo.

A la suite de ces alertes, la coordination régionale du cluster protection a diligenté une évaluation rapide protection pour :

- Analyser l'évolution de la situation sécuritaire et ses effets sur la protection de civils ;
- Comprendre les tendances du mouvement de populations et mettre à jour les statistiques y afférents ;
- Evaluer les besoins urgents de personnes déplacées internes en termes de protection, analyser les capacités existantes et ressortir les gaps.

### 1.2. Méthodologie utilisée

Pour obtenir les informations et les analyser, l'équipe de mission a recouru aux techniques suivantes :

- La consultation des rapports existants tels les rapports du monitoring de protection d'INTEROS, les alertes produites par la commission nationale pour les réfugiés (CNR), les rapports de la zone de santé de Kibirizi, etc.
- **39 entretiens individuels** avec 47 informateurs clés constitués d'autorités militaire et administratives, médecins chefs de zone de santé et responsables des formations médicales, leaders communautaires, les représentants des PDI (sites et familles d'accueil), les acteurs humanitaires présents dans la zone. Ces entretiens ont été réalisées grâce au formulaire d'évaluation rapide protection du cluster protection et l'outil KOBO.
- L'observation directe ayant permis de se rendre compte de conditions de logements des PDI ;
- **6 entretiens de groupes** effectués, avec au maximum 15 participants (y compris les membres de l'équipe en mission) pour tenir compte des mesures barrières au Covid-19.

NB : au regard des mesures barrières à la pandémie de Coronavirus, les focus groupes n'ont pas été organisés.

### 1.3. Zones évaluées et acteurs impliqués dans l'évaluation

La présente évaluation a été effectuée du 10 au 20 mai 2020 sur les axes suivants :

- Axe Nyanzale-Kishishe: Nyanzale, Kirima, Kishishe,
- Axe Tongo-Bambo: Katsuba, Kipfulo, Bambo centre.
- Birambizo-Bishusha: Birambizo, Makomalehe, Kazihuru et Bishusha

Cette évaluation a connu la participation de :

- Services Publics : Commissariat General des actions humanitaires et la réinsertion (Gouvernement Provincial du Nord-Kivu), CNR.
- Organisations non-gouvernementales : DFJ, ADHI, AIDPROFEN, AIDES, CNR, Heal Africa, INTERSOS, SCC, Heks-Eper.
- Agence des Nations Unies : UNHCR

## 2. CONTEXTE SECURITAIRE

Comme mentionné plus haut, la chefferie de Bwito a été marquée par une opération lancée par une force spéciale des FARDC contre des éléments FDLR dans le parc de Virunga en groupement Bambo. Dans la semaine du 13 au 18 avril 2020, ces forces ont assiégé le camp de Mozambique (appelé aussi Domaine) et Kahumiro, ce qui a engendré un déplacement de population vers les localités riveraines. D'autres affrontements ont été enregistrés sur l'axe Marnagara-Kazaroho et ont engendré un déplacement des civils à Kishishe, Bambu, Kyahi, etc.

Pour rappel, après avoir été délogé du territoire de Walikale par un groupe armé (vers 2015), les éléments FDLR se sont retranchés dans le Parc National de Virunga où ils ont amorcé les activités agricoles. Par la suite, ces éléments ont été rejoints par deux catégories de populations :

- Une population d'expression kinyarwanda contrainte à fuir des territoires de Walikale, Masisi et Rutshuru par les groupes armés qui leur sont hostiles. Ces populations ont rejoint les zones contrôlées par les FDLR en vue de leur protection.
- Un groupe d'individu vivant dans les villages environnant du parc qui se sont volontairement déplacés vers ce lieu à la recherche de terres arables. Certains s'y sont déplacés avec tous leurs biens et les membres de leurs familles, alors qu'une autre partie effectuait un mouvement plutôt pendulaire.

Ces populations ont donc érigé des camps de regroupement dans le parc qu'ils considéraient dès lors comme leur résidence. Les éléments FDLR y avaient institué une administration et l'accès aux

champ était conditionné par le paiement d'une somme de dix dollars américains pour 25 mètres carrés. C'est donc dans ces zones qu'ont eu lieu les opérations FARDC.

Au regard de la situation sur le terrain, il y a lieu de croire que ces opérations vont se poursuivre et embrasser d'autres zones. Dans une telle hypothèse, il y aura une possibilité de mouvements de populations vers Mweso et Kitsanga. Par ailleurs, le site de Mozambique, ayant fait objet des attaques par les FARDC lors de ces opérations, a été repris par les éléments FDLR quelques jours après. Quelques PDI y effectuent des mouvements pendulaires pour la recherche des vivres. Mais, il est rapporté que les éléments FDLR ne leur permettent pas d'apporter les produits agricoles, et cela pour les contraindre à regagner les camps de regroupement dans le parc.

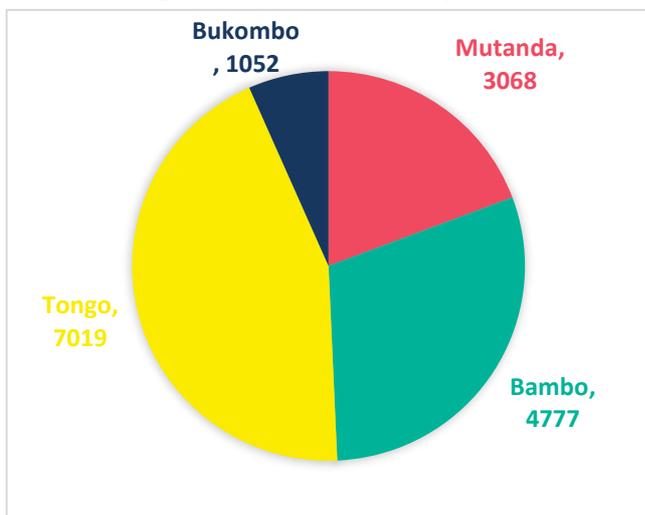
Il sied donc de noter que la zone reste sous menace des nouveaux affrontements vu la présence des éléments FDLR qui se déguiseraient en civils dans différents villages environnants du parc de Virunga. Cette situation est à la base d'une psychose au sein de la population déplacée qui craint non seulement ces affrontements, mais aussi la contamination de la pandémie à virus Corona vu leurs conditions d'hébergement.

### 3. SITUATION DE PROTECTION

#### 3.1. Du déplacement forcé

Au total **15.916 ménages** déplacés ont été enregistrés du 13 au 27 avril 2020.

Il s'agit de vagues des populations ayant fui, de manière préventive, les opérations FARDC contre les éléments FDLR au camp dit de Mozambique et sur l'axe Marangara-Kazaroho.



Groupement	Zone de santé	Localités d'accueil
Tongo	Bambo	Kagando, Butare, Kabizo, Rushavu, Mulimbi
Bambo	Bambo	Bambo centre, Kishishe
Mutanda	Kibirizi	Kibirizi, Kirima, Kashalira, Katolo, Rwahanga, Mutanda
Bukombo	Birambizo	Bukombo, et Katsiru

Ces PDI sont classifiées en ces catégories suivantes :

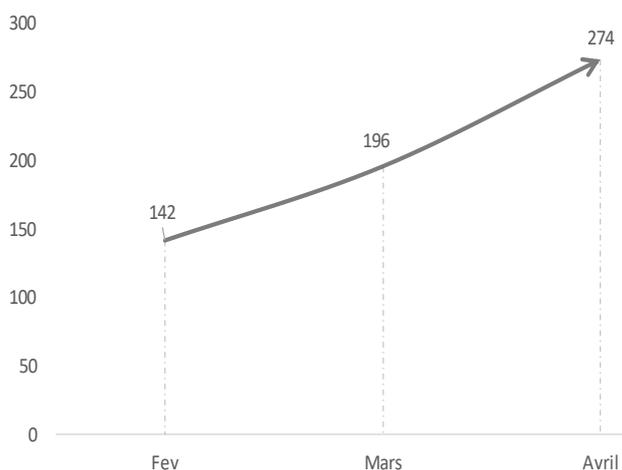
- Des populations hutues, qui, à la suite de conflits communautaires et identitaires dans les territoires de Walikale, Masisi et Rutshuru, se sont installées dans le Parc en vue de leur protection par des éléments FDLR.
- Des habitants des villages riverains qui se sont déplacés et installés presque de manière permanente dans le parc (sur l'axe Marangara-Kazaroho) à la recherche de terres arables. Ils y avaient amené tous les membres de leurs familles et y pratiquent des activités agricoles.
- Des habitants des villages riverains du Parc qui pratiquent des activités agricoles dans le parc tout en gardant leur résidence dans leurs milieux d'origine. Ces personnes, évaluées à 11% des personnes ayant été contraintes de fuir de Parc ne sont pas à considérer comme des PDI étant donné qu'elles retournent chez elles.

**En conclusion, le nombre de PDI dans cette zone serait de 14.165 ménages.**

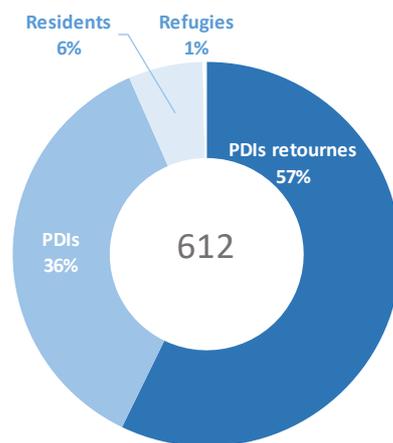
Mais il faut signaler que les zones d'accueil des PDI regorgent aussi des retournés de moins de 9 mois.

### 3.2. Tendances de violations des droits humains dans la chefferie de Bwito<sup>1</sup>

Evolution mensuelle d'incidents



Profil des victimes



<sup>1</sup> Source : Rapports du monitoring de protection, projet INTERSOS/HCR

### #Violations par auteur presume

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
Bandits	-	20	-	11	11	1	1	24	-	-	21	5	-	1	-	16	4	-	-	-	-	115	19%
FARDC	16	-	-	28	14	-	-	13	-	-	15	5	1	-	1	3	-	-	-	-	-	96	16%
Inconnu	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2	0%
Mai Mai	-	76	-	19	97	2	-	58	-	-	72	11	-	-	3	12	1	-	-	-	-	351	57%
PNC	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	0%
Pop civile	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	1	1	12	-	2	1	21	3%
Autres	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	1	-	1	1	-	2	-	8	1%
FDLR	-	3	1	-	7	-	-	-	-	-	5	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	3%
Total	17	100	1	58	130	3	1	95	-	-	116	26	1	1	5	32	8	13	-	4	1	612	100%

- Les tendances de violations des droits humains dans la chefferie de Bwito montrent une croissance entre février et avril. Les extorsions de biens, coups et blessures, pillages, enlèvements, travaux forces et les viols sont les incidents plus documentés.
- Par ailleurs, les forces de sécurité et de l'ordre procèdent aux tracasseries et arrestations des PDI ; les dépendants des FDLR étant les plus à risques. Par exemple, 8 personnes (7 hommes et 1 femme) arrêtée le 22 avril à Bishigiro (12 km de Tongo) et libérés 7 jours après affirment avoir subi de tortures et d'autres graves violations lors de leur détention par des éléments des FARDC.
- Etant donné que les civils vivaient à côté d'éléments FDLR, la distinction entre combattant et civils n'a pas été effective lors des opérations. Ainsi, des cas de meurtre et tortures sur notamment les civils ont été enregistrés généralement autour de Tongo où l'opération a été lancée brusquement. En effet, 9 personnes ont été retrouvés mortes (dont 2 calcinées dans une maison) à Kanyangiri le 14 avril et 4 autres à Maroba le 30 avril.
- Les personnes ayant vécu pendant longtemps à côté d'éléments FDLR sont sujettes à la stigmatisation et autres actes de représailles par des éléments des groupes armés actifs dans la zone, mais aussi parfois par les communautés et les leaders de ces communautés. Il leur est reproché de lien avec les FDLR et, à cet effet, connaissent une mobilité difficile et un faible accès aux services sociaux de base (formations médicales, marché, etc.). Cela sous-entend bien un problème d'acceptation dans la communauté pour les familles.

### 3.3. Problématique de cohabitation

Dans les discussions, les membres de la communauté ethnique Hutu ont manifesté un sentiment de discrimination à leur égard à Kisheshi. Ces derniers soulèvent des pratiques discriminatoires des autorités locales en ce qui concerne par exemple les travaux communautaires (salongo) ; les

sanctions seraient fonction de l'appartenance ethnique. En effet, cette entité est administrée par des autorités coutumières de l'ethnie Hunde. Ainsi, il a été rapporté que, s'il arrive qu'un habitant d'ethnie hutu s'absente aux travaux communautaires, par exemple le salongo, la sanction lui infligée est plus dure que si la même faute avait été commise par un habitant hunde. S'il perdure, ce sentiment pourrait entretenir des tensions communautaires à la longue.

Il sied de rappeler que, entre 2015 et 2016, des problèmes de cohabitation avaient engendré de sanglantes guerres ethniques dans cette zone et des villages entiers avaient été forcement déplacés. Des analyses approfondies et des actions de mitigation doivent être entreprises pour éviter que ces tensions soient de nouveau exacerbées.

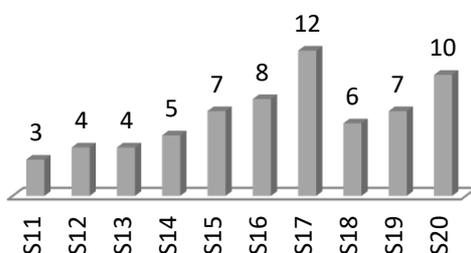
Par ailleurs, les communautés locales de Kishishe et Kibirizi estiment que l'étendue du Parc National de Virunga a été étendue au-delà des limites connues. Cette perception est soutenue notamment par les autorités locales et entretient une certaine méfiance à la conservation de la nature dans cette partie du territoire.

### 3.4. Violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)

#### 3.4.1. Tendances d'incidents VSBG

Les opérations militaires FARDC ont eu un impact important sur l'augmentation d'incident de VSBG dans la zone de santé Kibirizi, notamment les villages de Nyanzale, Kirima, Kishishe, Bwalanda et Kanyabayonga. Parmi les formes de VSBG enregistrées dans la zone, on note également viol, les agressions sexuelles, l'exploitation sexuelle des enfants, l'esclavage sexuel

**Tendance de GBV dans la ZS de Kibirizi**  
(semaine 11 à la semaine 20)



pour les cas des enlèvements, et les violences domestiques. Le centre de santé de référence de Nyanzale enregistre en moyenne 2 cas des viols par jour. Les entretiens avec les acteurs locaux et l'équipe cadre de la ZS de Kibirizi n'ont pas révélé les différences entre les données statistiques sur les VSBG.

En revanche, le constat est qu'il y a eu augmentation de cas de VSBG identifiés dans la zone de santé de Kibirizi depuis avril 2020 comme cela ressort dans ce graphique suivant<sup>2</sup> :

Ces statistiques montrent qu'à partir de la semaine 15 (du 05 avril 2020) de plus en plus des cas GBV ont été rapportés dans toute la ZS avec un pic de 12 incidents à la 17<sup>e</sup> semaine de l'année.

Les victimes de ces incidents sont à 99% des femmes (adultes et enfants) parmi lesquelles **49% sont des déplacés internes**.

Les présumés auteurs cités par toutes les personnes interviewées sont à 38% membres de la communauté, 35% hommes en arme non autrement identifiés, 22% des Mai-Mai et 5% des FARDC.

#### 3.4.2. *Facteurs favorisant les VGB*

Les facteurs suivants favorisent la commission de ces violations :

- Le comportement de certains militaires FARDC en pleine opération.
- La précarité des familles contraignant les femmes et les enfants d'aller en brousse à la recherche des bois de chauffage et vivres. Par peur d'être kidnappés ou d'être arrêtés par les groupes armés, certains hommes préfèrent envoyer leurs femmes et leurs enfants en brousse, ce qui expose ceux-ci au viol.
- Certains enfants sans soutien sont contraints de se prendre en charge et de prendre en charge les plus jeunes. D'où, plusieurs cas d'exploitation sexuelle des enfants, d'abus sexuel des enfants à travers les maisons de tolérances (exemple Quartier Chabichenge à Nyanzale)

#### 3.4.3. *Services de prise en charge*

Globalement on note une faible présence d'acteurs VSBG dans la zone. Par exemple, dans l'axe Nyanzale-Kirima-Kishishe (en zone de santé de Kibirizi), seul le centre de santé (CS) de référence de Nyanzale offre les services médicaux. Faute d'approvisionnement permanent en Kits PEP, les autres structures, qui pourtant enregistrent plus des cas, sont obligées à effectuer un référencement. Par exemple, le poste de santé de Kirima réfère au CS Kashalira qui, à son tour réfère à HGR Kibirizi. Avec ces référencements sans retro information, certains cas n'arrivent pas (longue distance, manque de frais de transport) et d'autres arrivent après 72 heures avec comme

---

<sup>2</sup> Source : Bureau de la Zone de santé de Kibirizi

conséquences : non éligibilité au kit post-viol, risque de grossesse non-désirée, maladies sexuellement transmissibles.

Ensuite, l'éloignement entre les villages et les structures sanitaires approvisionnées, les longs trajets à parcourir par les victimes pour accéder aux services médicaux, limite l'accès des victimes à la prise en charge médicale, psychosociale et juridique n'existant presque pas dans la zone.

Par ailleurs, certaines survivantes préfèrent se faire soigner dans de localités éloignées par peur de stigmatisation. Cela serait notamment lié à une faible confiance sur la confidentialité dans les structures de la place. Ce qui démontre la nécessité du renforcement des capacités des prestataires des soins sur les principes directeurs relatifs à l'assistance et le renforcement du soutien communautaire aux survivant(e)s de VSBG.

### 3.5. Protection de l'enfant

Au regard du caractère préventif du déplacement et du fait de l'information de populations sur la préparation des opérations, le risque de séparation familiale a été moindre. Aussi, les communautés locales ont faiblement informé sur les questions relatives à la protection de l'enfant et il s'observe une présence très limitée d'acteurs impliqués<sup>3</sup> dans ce secteur. Par conséquent, il a été difficile d'avoir d'information détaillée et analytique en rapport à la protection de l'enfant.

Tout de même, **2 enfants non accompagnés** ont été enregistrés à Kibirizi et gardés en famille d'accueil. Le processus de recherche familiale, en vue d'une réunification n'a pas été entamé par manque d'acteur.

Par ailleurs, la fermeture temporaire des écoles dû au Covid-19 est à la base de l'errance d'enfants, ce qui a comme conséquence l'augmentation des risques d'exploitations, risque de recrutement / d'utilisation des enfants par les forces et groupes armés ainsi que d'autres pires formes de travail des enfants.

En fin, il existe trop peu de structures de prise en charge disponible face à un besoin énorme d'enfants en besoin de protection. Un nombre limité de structures offrent les activités d'identification, de vérification, de prise en charge alimentaire, vestimentaire, médicale en cas de besoin et psychosociale individualisée. C'est l'exemple de l'ONG UPDCO, certes, a une présence et des moyens limités.

---

<sup>3</sup> Lors de l'évaluation, il a été indiqué la seule présence de deux ONG locales impliquées dans le DDR enfant : SRDI et UPDCO.

## 4. ABRIS ET CONDITIONS DE LOGEMENT



En matière d'habitation, trois modalités de logement ont été rencontrées : Familles d'accueil, centres collectifs, maisons inachevées et les sites de déplacement.

- Environ 39% des PDI sont accueillies par des familles d'accueil où ils obtiennent juste une chambre. Ainsi, les enfants, les jeunes et les adultes vivent dans

l'unique chambre, soit en moyenne 6 personnes par chambre de 2 mètres sur 2.5 en moyenne. L'accueil des PDI montre une relative acceptation de celles-ci par les communautés hôtes dans la plupart des localité évaluées. En effet, cette promiscuité s'explique par le fait des familles ayant accueillis des déplacées changent leur mode de vie, des enfants qui passaient la nuit dans leurs chambres se retrouvent au salon avec des PDI sans tenir compte de l'âge et de sexe, ce qui limiterait même le contact sexuel des parents craignant la présence des enfants et visiteurs (PDI).

En familles d'accueils, la plupart des abris sont construits en paille et la préparation des aliments se fait à l'extérieur de la maison, ce qui présente des risques d'incendie avec perte de tous les biens et le peu d'articles ménagers. Les PDI y occupent généralement la cuisine ou les espaces réservés aux animaux domestiques.

- A peu près 10 % des PDI vivent dans des centres collectifs à Kishishe et Kirima. Il s'agit des personnes qui n'ont pas trouvé de familles d'accueil pour les recevoir. Elles vivent ainsi dans les 3 écoles (EP. Kishishe, Institut Lughanda, Institut Kishishe) et 5 églises (CEPAC, CADAF, Nzambe Malamu, Catholique et Adventiste).
- A Kishishe, l'autorité locale a octroyé aux PDI de l'espace pour l'érection des huttes. Mais l'accès aux matériaux reste problématique à cause de la présence d'éléments armés et les villages d'accueil riverains au Parc.

- En moyenne, une famille d'accueil héberge 3 ménages PDIs, ce qui crée une grande promiscuité et un manque de dignité. En moyenne, une chambre de 2 mètres sur 2.5 est occupée par 6 à 7 personnes déplacées internes.
- Dans les localités visitées, la majorité d'abris sont construits en pisé (stick, boue et paille et une petite partie en semi-durable).
- Plus de 80% des personnes n'ont pas pu se déplacer avec les articles ménages essentiels (AME). Les PDIs utilisent les ustensiles de la famille d'accueil et ceci d'une manière rotative.

## 5. BESOINS URGENTS ET ANALYSE DU NE PAS NUIRE

### 5.1. Besoins urgents

Les zones suivantes méritent une intervention humanitaire urgente : Kyaghala, Mutanda, Lusogha, Birundule, Kirima et Kishishe.

Selon les PDIs et à la suite de l'analyse faite par l'équipe en mission, les besoins suivants sont les plus urgents :

- **Logement** : les conditions de logement des PDIs sont déplorables et favorables aux risques de protection et à la propagation de maladies ;
- **Les vivres** : Pour assurer la survie, les PDIs (principalement les femmes et les enfants) sont obligées d'effectuer des mouvements vers les champs et subissent plusieurs violations. D'autres PDIs effectuent un travail, pour les familles d'accueil, en contrepartie du logement et/ou de la nourriture.
- **Protection** : il y a plusieurs problèmes de protection qui nécessitent des actions urgentes, y compris la sensibilisation de forces de sécurités sur le DIH, le programme de prise en charge de survivantes de VSBG, plaidoyer fort et actions pour la consolidation de la paix.

NB : la localité de Kirima, qui a accueilli plusieurs ménages PDIs, connaît le manque de source d'eau.

## 5.2. Analyse du « ne pas nuire »

Analyse des risques	Actions de mitigation
Le manque d'assistance aux PDI de la zone pousserait ces dernières à retourner dans le parc (et s'exposer aux nouvelles menaces) et au recours aux moyens illicites de survie.	Prévoir une assistance humanitaire d'envergure dans la chefferie de Bwito
Risque d'instrumentalisation des chiffres des déplacés par les leaders et les PDI.	Approfondir l'analyse des chiffres et des listes des PDI avant toute assistance individuelle.
Le ciblage des bénéficiaires d'actions par statuts (PDI, réfugiés, etc.) ou par localités (car habitées différemment par ethnie) donneraient un sentiment de discrimination.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une éventuelle assistance doit se baser sur la vulnérabilité et non le statut ;</li> <li>• Une certaine proportion devrait être réservée pour les vulnérables de la communauté d'accueil ;</li> <li>• Nécessité de cibler les localités mentionnées plus haut et non se limiter à quelques-unes.</li> </ul>
Le risque de kidnapping est élevé. Il pourrait être encore accru par une éventuelle assistance en cash. Ensuite, sur 28 ménages enquêtés individuellement, 93 % de chef de ménage ne possèdent pas de téléphone.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'assistance en cash reste une bonne modalité d'intervention dans la zone au regard de besoins multisectoriels ;</li> <li>• Cette assistance doit être accompagnée de plusieurs mesures d'encadrement : l'expertise dans le domaine, mesure pour éviter de divulguer dans les communautés les informations individuelles des bénéficiaires,</li> </ul>
Risque de propagation du virus corona en cas de la non-prise en compte des mesures barrières.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Eviter les activités nécessitant un attroupement des bénéficiaires ;</li> <li>• Renforcer la sensibilisation sur les mesures barrières ;</li> <li>• Appui en logement pour désengorger les familles d'accueil.</li> </ul>

## 6. RECOMMANDATIONS

### *Commissariat General en charge des actions humanitaires et Réinsertion du NK*

1. Développer des plans de réponse dans les localités qui pourraient être impactés (potentiels nouveaux déplacements préventives) par des opérations militaires en cours et future ;
2. Organiser une table ronde entre l'ICCN et la population riveraine du PNVi sur la délimitation de ce dernier et la protection communautaire.

### *Coordination du Cluster Protection National (Kinshasa)*

3. Organiser un plaidoyer avec le Ministère de la Défense pour (i) le respect du DIH pendant les opérations militaires au Nord-Kivu et (ii) une analyse approfondie, par les commandements des opérations, de l'impact des opérations militaires sur la population civile dans le contexte de Covid-19 et les mesures de mitigation à mettre en place.

### *Coordination du Cluster Protection Regional (Goma)*

4. Organiser un plaidoyer avec le FARDC au Nord Kivu pour (i) le respect du DIH pendant les opérations militaires au Nord-Kivu et (ii) une analyse approfondie, par les commandements des opérations, de l'impact des opérations militaires sur la population civile dans le contexte de Covid-19 et les mesures de mitigation à mettre en place.
5. Prendre attache avec le CICR en vue du renforcement de la sensibilisation, sur le droit international humanitaire, de l'unité FARDC impliquée dans les opérations militaires contre les éléments FDLR, et des FDLR ; y compris en vue de la probabilité des nouveaux déplacements et la nécessité de protéger les civils, par exemple en leurs laissant sortir des zones de combats/ évacuation temporaire avec conditions d'accueil appropriées etc.
6. Prendre attache avec le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme pour investiguer les accusations des violations des droits humaines soulevés dans la section 3.2 de ce rapport.
7. Analyser la cartographie des organisations de protection qui travaillent dans les zones impactées en vue de l'identification des gaps, la mobilisation du renforcement des structures communautaires de protection et des autorités locales dans leur réponse au déplacement forcé.
8. Installer un coordination locale protection à Nyanzale. Pour ce faire, il faudra identifier, parmi les acteurs présents, une organisation qui pourrait assurer la coordination et s'assurer du renforcement de ses capacités techniques et matérielles.
9. Elaborer un plan de suivi des recommandations assorties de la présente évaluation pour s'assurer de leur mise en œuvre.

***Sous-cluster VSBG***

10. Mobiliser les acteurs pour renforcer la prévention de VSBG et améliorer l'assistance aux survivantes, y compris l'approvisionnement des formations sanitaires en Kits PEP ;

***Groupe de travail protection de l'enfant***

11. Mobiliser les acteurs pour le renforcement de la protection de l'enfant dans les localités de déplacement : dans les familles d'accueil, dans les sites et dans les espaces publics

***Cluster Abris et GT AME***

12. Mobiliser une réponse en abris d'urgence et en AME dans les zones indiquées prioritaires

***Comité Regional inter-organisation (CRIO Goma)***

13. Mobiliser des fonds pour une intervention d'urgence dans la chefferie de Bwito.

Annexe 1 : Tableau détaillé de mouvement de population<sup>4</sup>

Groupement	Localité/Village	Nombre des ménages	Provenance	Zone de santé			
MUTANDA	Kirima	829	Mozambique et Kahumiro	ZS KIBIRIZI			
	Kibirizi	989					
	Kashalira	643					
	katolo	221					
	Rwahanga	257					
	Mutanda	139					
BAMBO	Bambo centre	2892		Mozambique et Kahumiro	BAMBO		
	Kishishe/Kilama	1885					
TONGO	Kagando	982				Mozambique et Kahumiro	BAMBO
	Butare/Buhambi	1529					
	Kabizo	199					
	Rushovu, Marangara et Rushege	2877					
	Mulimbi	1432					
BUKOMBO	Bukombo centre	800	Kitunva, Rusinga, Rurere et Mashiga				
	Katsiru	253					

<sup>4</sup> Source : CNR. Informations confirmées par les autorités locales.

## Annexe 2 : Carte du territoire de Rutshuru



PROVINCE DU NORD KIVU (Territoire de Rutshuru)

